

Têtes d'affiche



EN VUE My Hafid Elalamy courtisé

En cette veille d'élections, avoir le lobby des affaires de son côté représente un atout considérable. La CGEM est de ce fait courtisée de toutes parts. Moulay Hafid Elalamy, patron des patrons et apolitique (ceux qui l'ont côtoyé de près savent ce qu'il pense réellement de la politique et des élections) est de ce fait sur tous les plateaux téléés et à toutes les présentations de programmes. Élément nouveau de cette pré-campagne électorale : la présentation du microcosme des affaires et des programmes économiques. C'est, rappelons-le, le parti travailliste qui a ouvert le bal de ces rencontres, suivi des autres formations politiques tel que l'Istiqal qui a consenti, le temps d'une journée, à mettre de côté son attachement à la langue arabe pour se faire comprendre du milieu des affaires. A-t-il été convaincant pour autant ? Cela reste à prouver. L'USFP, de son côté, a sorti la grosse artillerie. C'est, entre autres, Ahmed Chami, centralien, DG de la compagnie d'assurances Essaâd et proche de Moulay Hafid qui a concocté et présenté le programme de l'USFP, aidé en cela par Khalid Hariri, informaticien. Malgré quelques points de divergence, l'USFP a globalement «réussi l'épreuve», recevant même les félicitations du patron des patrons, My Hafid Elalamy, pour «son travail consistant et substantiel». Le PPS, après la présentation de son programme électoral à Rabat, et suite à l'absence du monde des affaires entre, lui aussi, dans la même logique, cherchant à obtenir un soutien plus important du milieu des affaires. Même le PID s'est prêté au jeu. Qui l'emportera dans le cœur du lobby des affaires ? Personne ne le sait pour le moment... ■

Laeanser optimiste

Le Secrétaire général de la Mouissance populaire et ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohand Laeanser, s'est dit optimiste lors de son passage à l'émission hebdomadaire «Hiwar» de la RTM, mardi 17 juillet, quant aux législatives, son parti étant prêt pour une nouvelle expérience gouvernementale. Affirmant que son parti comptait remporter la majorité et qu'il serait un élément non pas secondaire mais majeur au sein du prochain gouvernement, Laeanser n'exclut pas la possibilité d'être nommé au poste de Premier ministre. ■

Aherdane et l'amazighité

Le président de la Mouissance populaire Mahjoubi Aherdane, garde à 96 ans une langue bien pendue. Lors de la



réunion organisée dimanche 15 juillet pour la présentation du programme électoral du parti, il n'a pas manqué une fois de plus de revenir sur la situation amazighe, dénonçant la passivité de l'Etat et les déclarations faites par certains partis invitant à affaiblir le mouvement. Aherdane a également averti que les Amazighs, qui se sentaient de plus en plus



«orphelins» dans leur patrie, ne toléreraient aucune insulte. Faisant allusion aux demandes d'autodétermination de jeunes Rifains lors du 1er mai, Aherdane a appelé les Marocains à se réconcilier avec l'amazighité du pays. ■

Ahmed Toufiq poussé à la démission !

Nadi Al Fikr Al Islami (Club de la pensée islamique) a envoyé le 6 juin dernier un rapport «brûlot» de 34 pages à tous les partis politiques. Dans ce document, le secrétaire général de ce club interpelle directement le ministre des Affaires islamiques. Dr Driss Kettani demande à Ahmed Toufiq de présenter sa démission, de rendre compte de toutes les «violations» qu'il a commises dans sa gestion des biens des Habous, de présenter des excuses pour les «fautes graves» qu'il a provoquées dans le cadre de

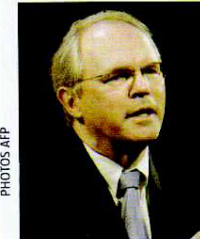


la mise à niveau du champ religieux en général et de la réforme du système pédagogique de Dar Al Hadith Al Hassania. «En tant qu'oulémas nous ne pouvons pas laisser Ahmed Toufiq ruiner nos institutions religieuses», s'indigne Moulay Driss Kettani. ■

Ould Haidalla jr arrêté pour trafic de cocaïne

L'ainé de l'ancien président mauritanien Khouna Ould Haidalla et l'un de ses complices marocains ont été arrêtés dans la nuit du 12 au 13 juillet pour trafic de drogue à Agadir. Recherché par Interpol, Mohamed Ould Haidalla était en possession de 18 kg de cocaïne. Son arrestation est liée à la découverte le 2 mai à l'aéroport de Nouadhibou, en Mauritanie, de 629 kg de cocaïne. Selon l'agence Angola Press, le fils de l'ex-chef de l'Etat mauritanien avait alors réussi à s'échapper à bord d'un 4x4. Le président Khouna Ould Haidalla a dirigé la Mauritanie entre 1980 et 1984, et était candidat aux dernières élections présidentielles de mars dernier. ■

Périscopes



CORÉE DU NORD VERS UN DÉMANTÈLEMENT NUCLÉAIRE

Après la confirmation récente par Mohamed El Baradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de la fermeture du principal site nucléaire nord-coréen, Pyongyang se déclare prêt à déclarer et à désactiver l'intégralité de ses installations atomiques avant 2008. Le négociateur américain Christopher Hill a affirmé que les discussions qui se sont tenues le 18 juillet étaient «bonnes et positives». Cependant, M. Chun, le négociateur sud-coréen, a ajouté que, malgré le consensus, aucun accord n'avait été conclu. ■

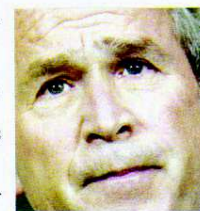
Jacques Chirac devant un juge

L'ancien président français Jacques Chirac a été entendu comme témoin assisté le 19 juillet par un juge et ce dans le cadre de l'enquête sur les emplois de complaisance au RPR, l'ancêtre de l'UMP. Fixé au début du mois de juillet, le rendez-vous avait été maintenu secret et ne s'est pas tenu dans un tribunal mais dans les nouveaux bureaux mis à disposition de l'ancien chef de l'Etat par la République. Par ailleurs, dans une lettre adressée au quotidien Le Monde le 19 juillet, Jacques Chirac expliquait aux Français qu'à l'époque des faits, les mécanismes de financement des partis politiques étaient peu encadrés par la loi et moins stricts qu'aujourd'hui. ■



RELANCE DU PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO-PALESTINIEN ?

Lundi 16 juillet, Bush annonce son intention de réengager les Etats-Unis,



absents depuis cinq ans du conflit israélo-palestinien, dans le processus de paix. Cette affirmation, vivement contestée par le Hamas, a été encouragée par l'Autorité palestinienne et Israël. Pour la relance du processus, le président propose une conférence internationale qui réunirait, sous la direction de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, les deux parties ainsi que les acteurs renonçant à la violence et reconnaissant le droit d'exister à Israël, en excluant ainsi le Hamas. ■

Pakistan : Guerre aux islamistes



Suite à la série d'attentats-suicides et d'attaques contre les forces pakistantaises dans les zones frontalières avec l'Afghanistan, le président Pervez Musharraf a déclaré, mercredi 18 juillet, livrer une guerre «frontale» contre les fondamentalistes. Ces propos interviennent alors que Washington exerce une pression constante sur Islamabad, affirmant que les talibans afghans et les combattants d'Al Qaïda se seraient reconstitués dans cette zone négligée par son allié pakistanais. Concrètement, Musharraf annonce seulement l'envoi, d'ici la fin de l'année, de 30.000 hommes en plus des 80.000 déjà sur le terrain. Les attaques successives ont été perpétrées après l'appel d'Ayman al Zawahiri, numéro 2 d'Al Qaïda, et d'autres leaders radicaux à venger l'assaut contre la Mosquée rouge au cours duquel 75 militants ont trouvé la mort. ■

KIOSQUE

KHARTOUM REPEUPLE LE DARFOUR

THE ONLINE EDITION INDEPENDENT

«Le nombre d'Arabes en provenance du Tchad et du Niger qui traversent la frontière pour se rendre au Darfour a atteint un niveau record, ce qui alimente les thèses selon lesquelles le gouvernement soudanais mène une politique systématique de repeuplement des régions dévastées par la guerre. [...] En incitant les populations arabes du Tchad, du Niger et d'autres régions du Soudan à s'établir au Darfour, le gouvernement soudanais rend "presque impossible" le retour des personnes déplacées. Pour James Smith, directeur général d'Aegis Trust [une association qui dénonce les génocides], ces informations démontrent que le gouvernement soudanais "s'efforce cyniquement de modifier la démographie de la région. Si le nettoyage ethnique s'accompagne d'une politique de repeuplement, la situation deviendra irréversible. Le processus de paix sera voué à l'échec". [...] Alors que Khartoum s'efforce de remplacer les tribus locales par des populations arabes venues d'autres pays, les diplomates craignent que les rebelles du Darfour ne les renvoient de force. "La situation pourrait devenir explosive, commente un diplomate occidental. L'heure est grave". [...] La citoyenneté n'a que peu de valeur pour la plupart des nomades car le découpage arbitraire du Sahel n'a guère suscité de sens patriotique. Mais cet élément pourrait être essentiel pour le régime de Khartoum puisque des élections sont prévues dans deux ans, les premières depuis le coup d'Etat de 1989 qui a porté le président Omar El Béchir au pouvoir». ■